

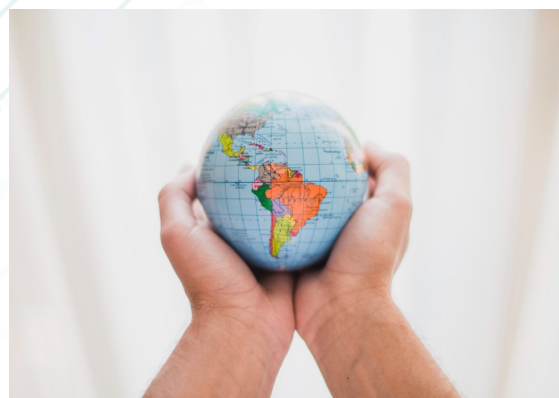
Actualités politico-économiques Roumanie



[La Roumanie vise une adhésion à l'OCDE pour 2026](#)



[Main-d'œuvre, IA et Green Deal : La Roumanie muscle la compétitivité de ses PME](#)



[Accord UE-Mercosur : La Roumanie parie sur l'industrie](#)



[Roumanie : Le « Trenulet » fiscal remet les investisseurs sur les rails](#)



[Agro-industrie : Une enveloppe de 500 M€ s'ouvre pour moderniser la Roumanie](#)



[Le paradoxe roumain : 6 % des entreprises génèrent près de la moitié du CA national](#)

Nouveauté

Découvrez notre Newsletter sur les opportunités d'affaires en
Hongrie / Bulgarie / Serbie / Moldavie

[Version française](#)

[English Version](#)

En Roumanie, l'usine Nokian Tyres a déjà trouvé sa cadence de production : Nokian Tyres suit son plan de production au sein de son usine d'Oradea (Roumanie), qui est parvenue à produire un million de pneus en 2025. Inaugurée en septembre 2024, avant de débiter la livraison de pneus en mars 2025, l'usine de Nokian Tyres d'Oradea (Roumanie) est fidèle à ses objectifs de productions. Plus d'un million de gommes ont été produites cette année.



Un pneu hiver Nokian Snowproof 2 est entré dans l'histoire du manufacturier finlandais. Il est devenu, le 20 décembre, le millionième pneumatique fabriqué en 2025 dans la récente usine Nokian Tyres d'Oradea (Roumanie). Inaugurée en septembre 2024, celle-ci a commencé la livraison en série de ses premiers pneus en mars dernier. L'emplacement stratégique de la Roumanie est parfait pour alimenter les centres de distribution d'Europe Centrale et d'Europe du Sud. Pour l'heure, seules les gommes pour voitures particulières y sont produites. D'après le plan établi par Nokian Tyres, la pleine capacité opérationnelle de l'usine sera atteinte en 2027 et permettra de fabriquer 6 millions de pneus chaque année.

Un pneu hiver symbolique

Le cap du premier million annuel est déjà un succès pour Paolo Pompei, président et directeur général de Nokian Tyres, qui parle d'un « travail acharné » des équipes : « C'est une preuve tangible de notre engagement envers nos clients à travers l'Europe, de l'amélioration de notre niveau de service et de la fourniture de produits innovants qui garantissent la sécurité et le confort des conducteurs dans toutes les conditions. » L'usine roumaine suit donc son plan de production. Le fait que ce premier cap soit atteint par un Nokian Snowproof 2 n'est pas anodin. Le manufacturier nordique est considéré comme l'inventeur du pneu hiver. Avec 90 ans d'héritage dans le domaine, l'entreprise a récemment lancé un autre modèle pensé pour les conditions hivernales : le Powerproof 2, en même temps que le quatre-saisons Seasonproof 2.

La première usine neutre en carbone

Pour rappel, la construction de l'usine d'Oradea a nécessité un investissement total de 650 millions d'euros. Sa particularité principale est d'être le premier site de production de pneumatiques neutre en carbone. Il est alimenté exclusivement par de l'énergie renouvelable. À terme, l'usine devrait être le plus grand site Nokian Tyres au monde, représentant 40 % de sa capacité de production totale. 500 personnes y sont actuellement employées. L'équipementier est d'ailleurs très impliqué dans la réorganisation de ses activités entre l'usine roumaine,

celle de Dayton (États-Unis) et l'historique à Nokia (Finlande). Le centre logistique associé à cette dernière est ainsi en cours d'agrandissement afin de centraliser le stockage des produits.

Source : auto-infos.fr

Hesburger ouvre son 15e restaurant en Roumanie : La chaîne de restauration rapide finlandaise Hesburger a ouvert son quinzième restaurant en Roumanie, suite à un investissement de 1 million d'euros (1,2 million de dollars), a-t-elle annoncé le 19 janvier.

Situé au sein du complexe résidentiel Cosmopolis à Bucarest, ce restaurant de type drive-in, d'une superficie de 223 m², a créé 15 emplois, a indiqué Hesburger dans un communiqué de presse. Il propose 30 places assises à l'intérieur et 32 en terrasse.

L'entreprise s'est implantée en Roumanie en mai 2024.

Outre la Finlande et la Roumanie, Hesburger possède des restaurants en Lituanie, en Estonie, en Lettonie, en Bulgarie, en Ukraine, en Allemagne et en Pologne. L'entreprise emploie plus de 9 100 personnes réparties sur plus de 490 sites.

Source : seenews.com



La chaîne de restauration rapide hongroise Simon's Burger s'implante en Roumanie et vise 25 restaurants : Le groupe d'investissement roumain StartUp HUB a annoncé son entrée dans le programme de franchise internationale de la chaîne de restauration rapide hongroise Simon's Burger et prévoit d'ouvrir 25 restaurants sous cette marque en Roumanie au cours des cinq prochaines années.

Le premier restaurant Simon's Burger en Roumanie sera un établissement phare de 200 m² situé à Cluj-Napoca, dans le nord-ouest du pays, et devrait ouvrir ses portes au printemps, a annoncé StartUp HUB dans un communiqué.

« Notre priorité est d'être présents dans les grandes villes, de standardiser nos opérations et de progresser de manière maîtrisée », a déclaré

Csongor Oltean, PDG de Simon's Burger CJ. On compte 30 restaurants sous l'enseigne Simon's Burger en Hongrie, en Slovaquie et en Autriche.

Créé en 2021, StartUp HUB a pour objectif de soutenir l'écosystème des startups dans la région Centre de la Roumanie. Son portefeuille d'investissement comprend la plateforme de recrutement DreamJobs.ro, le portail d'hébergement StayHere.ro et la plateforme de certification des compétences professionnelles Tecalificam.ro.

Source : seenews.com



GE Vernova renforce sa présence en Roumanie avec un 2e parc éolien pour Greenvolt : GE Vernova annonce un accord avec Greenvolt Power pour équiper, installer et mettre en service 42 éoliennes terrestres de 6.1 MW-158 m destinées au parc éolien de Gurbanesti, dans le comté de Calarasi.

Cette opération intervient après une première commande similaire pour le parc d'Ialomita, portant la capacité totale des deux projets à environ 500 MW, en soutien aux objectifs roumains d'augmentation des énergies renouvelables d'ici 2030.



La commande Gurbanesti a été enregistrée au quatrième trimestre 2025, avec des livraisons prévues dès 2026. Les deux parcs renforceront sensiblement la capacité éolienne de Greenvolt en Europe, soutiendront plusieurs centaines d'emplois en phase de construction et produiront l'équivalent de l'alimentation annuelle de plus de 110 000 foyers. Gilan Sabatier, directeur commercial de l'activité Éolien terrestre pour les marchés internationaux, souligne que "cette nouvelle collaboration confirme la valeur que nos turbines de référence apportent aux clients en Roumanie et en Europe". GE Vernova rappelle disposer d'une base installée d'environ 57 000 turbines, représentant près de 120 GW de capacité mondiale.

Le titre gagne près de 1% en préouverture à New York.

Source : bourse.fortuneo.fr

La Commission européenne approuve un financement pour la Roumanie dans le cadre du programme SAFE : Le gouvernement de Bucarest a annoncé que la Commission européenne avait approuvé la demande de financement déposée par la Roumanie dans le cadre du programme SAFE (Action pour la sécurité en Europe). Selon un communiqué cité par l'agence de presse AGERPRES, les projets inclus dans la demande seront rendus publics la semaine prochaine. L'Etat bénéficiera de 16,68 milliards d'euros, soit la deuxième allocation la plus importante du programme SAFE. Après l'aval de la Commission européenne, le Conseil adoptera les décisions d'implémentation et la Commission finalisera les accords de prêt. Les premiers versements sont prévus pour mars 2026, a précisé l'exécutif de Bucarest. La demande de la Roumanie a été approuvée en même temps que celles de la Belgique, de la Bulgarie, du Danemark, de l'Espagne, de la Croatie, de Chypre et du Portugal.



D'ici 2030, la Roumanie devra mettre à profit cette opportunité pour achever une série d'acquisitions, indique également le communiqué du gouvernement. Le Premier ministre Ilie Bolojan a indiqué, sur sa page Facebook, que parmi les projets qui bénéficieraient d'un financement via le programme SAFE figuraient les autoroutes de l'est du pays. Ce financement permettra également à la Roumanie de renforcer son industrie de défense grâce à des investissements, des transferts de technologies militaires et la création d'emplois.

« Ces projets contribueront au développement des infrastructures militaires et civiles, à la dotation de l'armée roumaine avec de l'équipement de défense moderne et au renforcement de la sécurité de notre pays. Il s'agit d'une étape importante dans les efforts déployés par l'Europe pour renforcer sa sécurité », a également déclaré le Premier ministre Bolojan.

Le règlement SAFE a été adopté en mai dernier dans le cadre de la stratégie « Préparation 2030 », soit un programme de défense ambitieux qui offre aux Etats membres de l'UE un levier financier pour stimuler les investissements dans les capacités de défense.



L'instrument SAFE est un mécanisme financier temporaire de l'Union européenne, doté d'un budget de 150 milliards d'euros, sous forme de prêts bénéficiant de conditions avantageuses. Il est urgent que les plans proposés par les Etats membres soient approuvés par le Conseil afin de permettre les paiements rapides, a déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Le mécanisme SAFE intègre également l'Ukraine à l'écosystème de sécurité de l'UE et garantit un appui à la fois rapide et durable, a souligné la cheffe de l'exécutif européen.

Les niveaux de financement pour chaque pays ont été fixés provisoirement en septembre dernier en respectant les principes de solidarité et de transparence. SAFE permettra aux Etats membres d'accroître immédiatement et massivement leurs investissements dans la défense grâce à des achats groupés auprès de l'industrie européenne de défense, en privilégiant les capacités prioritaires. Ce fait contribuera à garantir l'interopérabilité, la prévisibilité et la réduction des coûts pour une base industrielle de défense européenne solide. La Roumanie bénéficiera du deuxième volume de financement le plus important car elle est située à la frontière orientale de l'Union, la plus exposée aux risques géopolitiques majeurs.

Source : rri.ro

Eurowind Energy Romania va développer une centrale électrique hybride de 49,6 MW :

Eurowind Energy Romania, une filiale de la société danoise d'énergies renouvelables Eurowind Energy, a annoncé qu'elle allait développer sa première centrale électrique hybride d'une capacité installée totale de 49,6 MW dans le village de Siminoc, dans le comté de Constanța, au sud-est du pays, suite à un investissement de 65 millions d'euros (75,6 M de dollars). Le projet bénéficie du soutien du programme roumain de contrats pour différence (CfD), a indiqué Eurowind Energy Romania dans un communiqué de presse.



La production annuelle prévue est estimée à environ 120 GWh, soit suffisamment pour couvrir la consommation annuelle de plus de 50 000 ménages.

L'obtention des autorisations pour l'usine devrait être finalisée et le permis de construire délivré au cours du premier semestre 2026, la construction devant débuter en 2027 et la mise en service en 2028.

« L'association de l'éolien, du photovoltaïque et, très probablement, du stockage par batteries nous permet d'aligner la production sur la demande, de réduire la variabilité locale et de contribuer de manière responsable à l'intégration sûre des énergies renouvelables. Le mécanisme de contrat pour différence apporte une stabilité à long terme et garantit une mise en œuvre rigoureuse », a déclaré Adrian Dobre, directeur d'Eurowind Energy Roumanie.

Le ministère roumain de l'Énergie a organisé à ce jour trois ventes aux enchères de contrats de différence (CfD).

Source : seenews.com

L'État roumain deviendra l'unique propriétaire de la société des aéroports de Bucarest après un rachat d'actions :

Le gouvernement roumain a approuvé l'achat direct de la participation de 20 % de Fondul Proprietatea dans Compania Națională Aeroporturi București (ou CNAB), la société qui exploite l'aéroport Henri Coandă de Bucarest et l'aéroport Băneasa. L'acquisition a été approuvée le 9 janvier par l'assemblée générale des actionnaires de CNAB. L'État détient déjà 80 % de la société par l'intermédiaire du ministère des Transports, tandis que Franklin Templeton International Services, administrateur de Fondul Proprietatea, possédait une participation minoritaire. CNAB est valorisée à environ 5 milliards de RON (1 milliard d'euros). En 2024, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de RON et un bénéfice net de 609 millions de RON, avec environ 1 400 employés.

L'entreprise prévoit de réaliser d'importants projets d'infrastructure aéroportuaire dans les prochains mois, notamment la construction d'un nouveau terminal et la

modernisation d'une piste à l'aéroport Henri Coandă. Par ailleurs, Aeroporturi București envisage la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport de Băneasa, un projet qui a reçu l'aval du gouvernement.

Début décembre 2025, l'État roumain a annoncé son intention de prendre le contrôle total de Compania Națională Aeroporturi București. À cette époque, Fondul Proprietatea a publié un communiqué à la Bourse indiquant qu'elle n'avait pas été consultée concernant le projet d'acquisition de sa participation par l'État, selon Economedia. Lors d'une précédente assemblée générale des actionnaires, la Compania Națională Aeroporturi București s'est vu refuser son introduction en bourse à Bucarest. Le ministère des Transports étant le principal actionnaire (80 %), la décision a été prise par cette institution. À l'époque, FP avait indiqué que le non-respect de cet objectif entraînerait probablement des retards importants et une augmentation des coûts pour une éventuelle cotation à la CNAB.



Source : romania-insider.com

La Bulgarie assurera la sécurité en mer Noire avec la Roumanie et la Turquie :

La Bulgarie prendra part à tous les domaines où elle peut contribuer à la sécurité européenne, a déclaré le premier ministre démissionnaire Rosen Jélyazkov à l'issue de la réunion de la coalition des volontaires à Paris, annonce le service de presse du gouvernement. La rencontre comprenait les chefs d'État et de gouvernement de 35 pays, le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky et des représentants des États-Unis, l'UE et l'OTAN. Ils y ont discuté tous les processus pour obtenir une paix durable en Ukraine et les garanties pour la sécurité de ce pays et de toute l'Europe. Conformément à la décision de l'Assemblée nationale la Bulgarie participera au domaine "Sécurité maritime" avec la Roumanie et la Turquie dans les zones où elle opère déjà avec le groupe anti-mines, a indiqué Jélyazkov.

Source : bnr.bg

Roumanie : confirmation de la construction d'une nouvelle usine JTI :

JTI Romania confirme la construction d'une nouvelle usine à Stefanestii de Jos (15 kilomètres de Bucarest), qui remplacerait l'actuelle, située dans la capitale roumaine et qui fonctionne depuis 1994. Les travaux vont démarrer dans les jours prochains pour une ouverture officielle en 2027.



L'usine roumaine actuelle joue un rôle-clé dans l'organisation de production de JTI. Elle approvisionne quelque 70 marchés. L'usine de Bucarest emploie actuellement 630 personnes. JTI comptant au total 1 500 collaborateurs sur toute la Roumanie.

Source : emondedutabac.com

L'industrie automobile roumaine bénéficie indirectement de l'accord UE-Mercosur :

Si les agriculteurs roumains dénoncent l'accord Mercosur, affirmant qu'il affectera leurs activités, l'Association des constructeurs automobiles de Roumanie (ACAROM) affirme que l'industrie automobile roumaine bénéficiera d'un avantage indirect après l'accord UE-Mercosur.



Adrian Sandu, secrétaire général de l'Association des constructeurs automobiles roumains (ACAROM), affirme qu'outre les avantages que l'industrie tirera de la réduction des taxes à l'exportation et de l'augmentation des volumes de véhicules, l'Europe — et la Roumanie par extension — aura également accès à des matières premières à prix compétitifs, nécessaires à l'industrie automobile.

« Directement, il n'y a pas d'impact. Les exportations directes de composants de Roumanie vers cette région sont faibles. Indirectement, cependant, les fabricants roumains de ce secteur fournissent des composants et des ensembles aux constructeurs automobiles d'Europe occidentale, dont les véhicules sont vendus sur les marchés du Mercosur », explique Adrian Sandu. Toutefois, Adrian Sandu souligne que la Roumanie bénéficiera d'un avantage indirect grâce à la réduction des taxes à l'exportation vers ce marché, et que les volumes de véhicules exportés d'Europe vers la région du Mercosur devraient augmenter.

De plus, il souligne l'accès aux ressources dont l'industrie automobile a besoin : « De plus, l'Europe aura ainsi accès à un fournisseur de ressources. Nous parlons ici de minerais, de minéraux et de matériaux utilisés dans l'industrie automobile, à des prix compétitifs, qui ne sont actuellement pas disponibles en Europe. Nous n'en disposons pas en quantités suffisantes, des quantités dont nous avons besoin », explique-t-il.

Il note que, compte tenu de la fermeture des marchés russe et ukrainien, les prix des matières premières ont automatiquement augmenté, et que la signature de cet accord renforce la compétitivité de l'industrie européenne.

Source : romaniajournal.ro

Moldavie : la présidente Maia Sandu ouverte à une unification avec la Roumanie en cas de référendum : Dans un entretien diffusé le 11 janvier par un podcast britannique, la présidente moldave a indiqué qu'elle voterait pour unir

son pays à la Roumanie si la question était soumise à référendum. Tout en réaffirmant son cap pro-européen, elle a justifié cette position par la difficulté croissante pour la Moldavie de préserver sa souveraineté face aux ingérences russes. Dans un entretien accordé au podcast britannique "The Rest is Politics" le 11 janvier, la présidente de la Moldavie, Maia Sandu, a déclaré qu'elle voterait pour l'unification avec la Roumanie - membre de l'Union européenne et de l'Otan - si la question était soumise à référendum. "Si nous organisons un référendum, je voterais pour l'unification avec la Roumanie", a-t-elle indiqué.

En cause, les menaces qui pèsent sur ce pays de 2,4 millions d'habitants situé entre la Roumanie et l'Ukraine, régulièrement cible d'opérations hybrides menées par Moscou. "Regardez ce qu'il se passe autour de la Moldavie aujourd'hui. Regardez ce qu'il se passe dans le monde", a-t-elle pointé. Et de confier qu'"il devient de plus en plus difficile pour un petit pays comme la Moldavie de survivre en tant que démocratie, en tant qu'État souverain, et de résister à la Russie".

Aspirations européennes

Ancienne partie intégrante de la Roumanie entre 1918 et 1940, la Moldavie a été annexée par l'Union soviétique avant de proclamer son indépendance en 1991. Lors du référendum organisé en 2024, une courte majorité (50,4 %) s'était prononcée pour l'adhésion à l'Union européenne, malgré les tentatives de déstabilisation venues de Russie. Maia Sandu a été réélue présidente lors d'un vote concomitant, avec environ 55 % des suffrages, battant sa rivale prorusse. Son parti "Action et solidarité (PAS)" avait ensuite remporté les élections législatives organisées en septembre dernier. Un scrutin marqué par des accusations d'ingérence visant le Kremlin.

L'unification, une idée minoritaire

Sous sa présidence, la Moldavie a présenté sa candidature à l'entrée dans l'UE. Ce que, dans son interview, Maia Sandu décrit comme un objectif "plus réaliste" et davantage conforme aux attentes de la population que l'unification avec la Roumanie. Pour rappel, la Moldavie a obtenu le statut de candidat à l'adhésion quelques mois après l'invasion russe de l'Ukraine, en février 2022. Les négociations dans ce sens ont commencé en 2025.

Si la présidente se dit favorable à une éventuelle réunification, elle rappelle toutefois que cette perspective ne bénéficie pas du soutien d'une majorité de Moldaves. Les sondages indiquent en effet qu'environ deux tiers des citoyens moldaves s'opposeraient à l'union avec la Roumanie, tandis que le soutien à cette perspective demeure traditionnellement plus fort côté roumain.

Source : touteurope.eu



Entreprises françaises en Roumanie

AIRBUS HELICOPTERS

Airbus Helicopters grand vainqueur du plan de remplacement des Puma roumains



Dans l'Union Européenne il y a deux types de pays : ceux qui jouent à fond la carte des fournisseurs américains et ceux qui préfèrent ménager la chèvre et le chou en achetant aussi bien américains qu'européens. La Roumanie est dans cette seconde catégorie car après avoir choisi le Lockheed-Martin F-35A Lightning II comme futur avion de combat elle a décidé de s'orienter vers les Airbus Helicopters H175M et H225M comme prochains hélicos militaires. Ces deux modèles devront remplacer les actuels IAR-330 Puma daté de la guerre froide. Ça tombe bien, remplacer le Puma ils ont tous deux été pensé pour cela !

Même si aucun chiffre n'a officiellement été divulgué par les autorités de Bucarest il semble désormais assuré que la commande tournera autour de trente-cinq à quarante hélicoptères, pour les deux modèles confondus. Il y a encore quelques semaines peu auraient parié sur le H225M, encore moins sur le H175M. En effet beaucoup voyaient l'Airbus Helicopters H215M l'emporter, après sa victoire sur le Sikorsky MH-60R Seahawk il y a deux ans au sein de la Forțele Navale Romane. Déjà était en jeu le remplacement d'hélicoptères Puma.

La Forțele Aeriene Romane ne l'aura donc pas imitée. Et surtout elle a choisi deux modèles d'hélicoptères hauts de gamme. Dans le même temps la Roumanie marque clairement son attachement aux productions françaises au travers de ce H225M directement dérivé du célèbre Caracal. Outre le Puma elle a dans le passé utilisé des Alouette III qu'elle produisit sous licence et dont elle tenta même de dériver un hélicoptère léger de combat.

Remplacer ses Puma par des Airbus Helicopters H175M et H225M est une belle idée pour la Forțele Aeriene Romane. Surtout c'est une idée qui repose sur du concret et du solide. Il sera en partie financé via un prêt sécurisé de l'Union Européenne, au titre du mécanisme SAFE. On parle de 16,75 milliards d'euros sur dix ans dont 10% seraient alloués au programme d'acquisition des deux modèles d'hélicoptères.

Au sein de la Forțele Aeriene Romane les H175M permettraient de remplir les missions dites SAR (pour search and rescue) ainsi que celle d'évacuation sanitaire tandis que les H225M assureraient le transport d'assaut et l'appui tactique rapproché, au moyen donc d'un aménagement HForce. Le contrat est attendu pour cette année.

L'un des aspects les plus intéressants dans cette affaire, outre la victoire d'Airbus Helicopters sur ses concurrents, c'est l'industrie aéronautique locale. Ni Agusta-Westland ni Sikorsky ne possède d'usine en Roumanie. La société Airbus Helicopters Romania possède une chaîne d'assemblage sur la commune de Ghimbav, dans le centre du pays. Les H175M et H225M pourraient parfaitement y être montés.

Source : avionslegendaires.net

DACIA—RENAULT

Dacia remporte le Dakar 2026

La Dacia Sandrider a remporté l'édition 2026 du rallye Dakar en Arabie Saoudite avec au volant le Qataris Nasser Al Attiyah et le Belge Fabian Lurquin comme copilote. Nasser Al Attiyah a remporté son sixième Rallye Dakar à l'issue de la 13e et dernière étape de cette course mythique qui se dispute depuis 2020 en Arabie saoudite. Al Attiyah, qui s'impose après 2011, 2015, 2019, 2022 et 2023, offre à Dacia son premier triomphe sur la course pour sa deuxième participation seulement. Son co-pilote, le Belge Fabian Lurquin qui courait auparavant avec le Français Sébastien Loeb, enlève lui sa première victoire sur un Dakar. Ce fut la deuxième participation de la marque automobile roumaine à cette fameuse compétition automobile. Le deuxième meilleur résultat de l'équipe Dacia Sandriders appartient à l'équipage formé par Sébastien Loeb et Edouard Boulanger, qui a terminé en quatrième place. Les deux autres équipes Dacia – Lucas Moraes et Dennis Zenz / Cristina Gutierrez et Pablo Moreno – ont terminé en 7e et respectivement 11e place. Sébastien Loeb a adopté une attitude prudente pour sa dixième participation, qui ne l'a pas pourtant épargné au niveau des crevaisons: il a pris la deuxième place de la dernière étape et termine au pied du podium du général sur une autre Dacia, à 15 minutes du vainqueur.

Source : rri.ro



ORANGE**Comment une cybersécurité unifiée peut-elle aider les entreprises roumaines à se développer ?**

Dans l'histoire de toute entreprise, vient un moment où la technologie cesse d'être un simple outil pour devenir une infrastructure critique. L'accélération de la numérisation de l'économie a certes apporté des avantages indéniables aux entreprises, mais a également engendré une exposition sans précédent aux cyber-risques. Face à la complexification croissante des infrastructures informatiques, désormais distribuées entre réseaux, cloud, applications et appareils, la sécurité ne peut plus être abordée de manière fragmentée. En effet, les cybermenaces et une protection inadéquate ou fragmentée peuvent non seulement perturber l'activité, mais aussi la freiner, voire la faire prendre du retard sur le reste du secteur.

Dans ce contexte, la cybersécurité ne peut plus être considérée comme une simple fonction technique, mais comme une décision stratégique ayant un impact direct sur la continuité et la croissance de l'entreprise.

Il y a quelques mois, nous évoquions une nouvelle initiative stratégique d'Orange Roumanie : la création de SCUT, une nouvelle entité unifiée dédiée à la cybersécurité, qui proposera une offre de services unique en Roumanie, en collaboration avec Orange Cyberdefense, leader européen du secteur.

Dans un environnement commercial de plus en plus dépendant des technologies, les cyberattaques ne sont plus des événements isolés, mais des risques récurrents ayant des répercussions directes sur les opérations, la réputation et les performances financières. Dans ce contexte, la cybersécurité étant devenue un enjeu stratégique, elle permet aux entreprises non seulement de se protéger, mais aussi de se développer, en intégrant la cybersécurité à leur stratégie globale. SCUT propose une approche mature et intégrée où contrôle, transparence et réactivité deviennent les piliers numériques des entreprises.

« La cybersécurité unifiée devient essentielle dans un environnement numérique de plus en plus complexe. Sans approche cohérente, les entreprises perdent en visibilité et finissent par prendre des décisions commerciales critiques sans un contrôle réel sur les risques numériques », déclare Mădălin Dumitru, PDG de SCUT.

Pourquoi la fragmentation mène à la stagnation

De nombreuses entreprises ont investi, au fil du temps, dans diverses technologies de sécurité : logiciels antivirus, pare-feu, solutions cloud, surveillance active. Le problème n'est pas leur absence, mais le fait qu'elles ne s'intègrent pas à une stratégie et une solution unifiées. Lorsque ces systèmes ne communiquent pas entre eux, des angles morts apparaissent et la détection des attaques devient lente, voire incomplète.

La complexité actuelle des attaques peut non seulement perturber gravement la continuité des activités, mais aussi ralentir, voire bloquer, la croissance à moyen et long terme. Ce problème est souvent dû à un manque de visibilité, de prise en charge et de priorisation des cyber-risques au niveau de la direction. Cela peut même entraîner des pertes commerciales, si la concurrence bénéficie déjà d'un avantage concurrentiel en matière de prévention et de reprise après incident. Ceci est vrai pour les entreprises de toutes tailles, mais les PME sont particulièrement vulnérables, car elles n'ont traditionnellement pas accès à des approches de cybersécurité intégrées et de niveau entreprise.

SCUT part précisément de cette fragmentation et la traite directement. Plutôt que d'ajouter une couche technologique supplémentaire, SCUT connecte les systèmes de sécurité existants dans un cadre cohérent, offrant une visibilité réelle sur les événements, les risques et les actions à entreprendre.

Une solution évolutive pour les entreprises de toutes tailles

SCUT n'est pas une solution unique et standardisée. Modulaire, évolutive et adaptable, elle s'adresse aussi bien aux PME qu'aux grandes entreprises et aux institutions publiques. Les services sont personnalisés en fonction du secteur d'activité, du niveau de maturité numérique et des objectifs commerciaux, permettant ainsi aux organisations de se développer de manière sécurisée et durable. Comme nous l'avons mentionné précédemment, les PME n'ont généralement pas accès à des solutions d'une telle complexité. Désormais, elles peuvent, pour la première fois, envisager une approche plus stratégique de la cybersécurité.

Stratégie de sécurité = stratégie de croissance.

Dans une économie où la technologie est devenue le pilier des opérations commerciales, la cybersécurité n'est plus seulement la responsabilité des services informatiques. C'est une décision stratégique pour l'entreprise. Grâce à SCUT, Orange Roumanie soutient une approche de la cybersécurité mature et unifiée, où la sécurité devient un processus continu, clair et maîtrisable – un bouclier actif qui favorise l'innovation et la croissance.

Source : romania-insider.com



Bulletin juridique

De nouvelles règles pour encadrer les migrations de travail : Le gouvernement roumain vient de rendre public un projet d'ordonnance d'urgence visant à réglementer plus strictement le processus par lequel les étrangers sont intégrés sur le marché du travail roumain. Selon les déclarations officielles du ministre du Travail, Florin Manole, l'un des objectifs poursuivis est de réduire le risque de traite des êtres humains : « Il faut une réglementation plus stricte pour nous protéger contre la traite des êtres humains. Car dans certains cas, des personnes sont exploitées. Elles sont amenées d'Asie du Sud-Est et ne connaissent pas leurs droits, elles connaissent peu ou pas le roumain ou l'anglais et sont donc plus vulnérables. Nous avons besoin d'agences de recrutement qui soient surveillées de plus près et qui soient plus responsables dans leurs démarches. » Cette proposition est la première à autoriser explicitement l'activité des agences de placement de main-d'œuvre étrangère et à en réglementer le cadre juridique. Comme l'ont révélé des enquêtes journalistiques, le vide juridique a été exploité par des agences et des agents soupçonnés de traite d'êtres humains et d'exploitation par le travail. Outre les modifications importantes concernant les processus de recrutement et de placement, la loi propose la possibilité de prolonger le droit de séjour par le travail pour les étrangers qui se trouvent actuellement en situation irrégulière et qui n'ont pas reçu de décision de retour.

L'Association des importateurs de main-d'œuvre a formulé des amendements demandant la révision de certaines des obligations imposées aux agences. Elena Panțiru, vice-présidente de l'organisation, affirme que les législateurs estiment mal ce qui relève des agences et ce qui relève des recruteurs. Les législateurs sont partis du principe que ce sont nous, les agences de placement, qui effectuons la sélection. Non, nous ne faisons jamais de sélection. C'est toujours l'employeur qui choisit les personnes qui correspondent à ses besoins. Je ne pense même pas que nous faisons de présélection. Nous accompagnons toujours l'employeur dans le pays d'origine de l'étranger, nous assurons toute la logistique pour les tests. [...] La sélection revient à l'employeur et à lui seul. Le patronat déplore également que les embauches doivent correspondre aux professions figurant sur une liste des métiers en pénurie, une liste publiée par l'Agence pour l'emploi et l'Institut de statistique et qui est mise à jour tous les six mois. L'experte affirme que le processus de sélection, de préparation des documents et d'obtention du visa dure généralement plus de six mois. Si le métier pour lequel les démarches ont été entreprises afin de faire venir l'étranger ne figure plus sur la liste après la mise à jour semestrielle, celui-ci ne pourra plus être recruté. Ce ne sont pas les seules critiques formulées par Elena Panțiru. Dans cette ordonnance, nous, les agences de placement, qui ne sommes après tout que des sociétés commerciales, avons l'obligation de vérifier que les employeurs pour lesquels nous faisons venir des étrangers, respectent leurs obligations tant sur le lieu de travail que sur le lieu d'hébergement. Cette règle est très explicite, c'est-à-dire qu'elle ne laisse aucune place au doute, ce qui, à mon avis, n'est bénéfique ni pour nous, ni pour l'employeur, ni pour les étrangers, ni pour personne. Nous nous transformons en gendarmes et devons dénoncer les employeurs qui ne respectent pas les obligations qu'ils ont contractées ou les lieux d'hébergement qui ne sont pas conformes.

Elena Panțiru affirme que les agences n'ont ni la formation ni les ressources nécessaires pour effectuer de tels contrôles. Elle critique également la disposition selon laquelle les agences peuvent se voir retirer leur autorisation ou se voir saisir une partie de la caution de 200 000 euros qu'elles sont tenues de déposer pour obtenir leur autorisation, pour des raisons sur lesquelles elles n'ont aucun contrôle. En d'autres termes, la caution est saisie tant pour des faits qui nous sont imputables que pour des faits qui ne nous sont pas imputables, par exemple des faits commis par des étrangers. Par exemple je pense qu'environ 10 ou 20 % des personnes échouent à leur entretien à l'ambassade, c'est-à-dire lors d'un acte qui se tient entre les étrangers et le personnel du service consulaire. Or s'il n'est pas accepté à cet entretien pour le visa, c'est l'agence qui est sanctionnée. Si l'étranger quitte son lieu de travail, son lieu d'hébergement et se rend dans n'importe quel pays européen, bien que nous menions des campagnes d'information et leur disions très clairement qu'ils ont le droit de s'y rendre mais pas plus de 30 jours et qu'ils n'ont pas le droit d'y travailler, c'est toujours l'agence qui est sanctionnée, même si je ne savais peut-être rien de cet étranger, jusqu'à ce que l'employeur m'informe qu'il s'est absenté du travail sans justification et que je me rende compte qu'il est parti ailleurs.

D'autre part, l'Association des importateurs de main-d'œuvre salue la décision du gouvernement roumain et du ministère du Travail d'approuver le nouveau contingent pour 2026, soit 90 000 nouveaux travailleurs admis sur le marché du travail dès le 1er janvier. À titre de comparaison, le contingent de l'année dernière n'a été opérationnel que le 16 janvier, ce qui a entraîné de nombreux refus de dossiers. Le gouvernement a également proposé que ce nombre soit flexible, avec la possibilité de le compléter au cours de l'année par des procédures simples.

Source : rri.ro



Bulletin financier

La Roumanie reçoit plus de 586 millions d'euros de la Commission européenne pour des investissements dans les transports : La Commission européenne a transféré à la Roumanie plus de 586 millions d'euros provenant du Fonds de cohésion et du Fonds européen de développement régional (FEDER) dans le cadre du Programme de transport 2021-2027, a annoncé le ministre des Finances Alexandru Nazare.

Selon le ministre, le paiement est lié à des investissements majeurs dans les infrastructures, y compris l'autoroute Ploiești-Buzău-Focșani, qui avaient été initialement inclus dans le Plan national de relance et de résilience (PNRR). Toutefois, entre septembre et décembre de cette année, en consultation avec la Commission européenne, le gouvernement a transféré ces projets dans le Programme de transport 2021-2027, permettant une utilisation plus efficace des fonds de l'UE.

Nazare a souligné que les fonds transférés sont des subventions de l'UE, et non l'argent des contribuables roumains, et qu'ils seront dirigés directement vers l'économie roumaine, principalement pour financer le développement des infrastructures de transport, les investissements régionaux et les services publics.

Le ministre a également annoncé que dimanche, le ministère des Finances a transféré un total de 714 millions de lei à plusieurs autorités locales afin de couvrir leur part des investissements locaux financés par des subventions non remboursables liées au PNRR.

Source : europeannewsroom.com



La Roumanie va augmenter le salaire minimum et réduire la taxe sur le chiffre d'affaires : Le gouvernement de coalition roumain va augmenter le salaire minimum brut mensuel de 6,8% à 4.325 lei (998\$) à partir de janvier, tout en réduisant simultanément une taxe sur le chiffre d'affaires pour aider les entreprises.

Le gouvernement a annoncé qu'il réduira de moitié la taxe minimale de 1% sur les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 50 millions d'euros à partir de janvier, avec l'intention d'éliminer complètement cette taxe d'ici 2027. Ces mesures interviennent alors que l'administration, en place depuis six mois, continue de s'attaquer au déficit budgétaire de la Roumanie, actuellement le plus important de l'Union européenne. Le gouvernement a mis en œuvre diverses mesures fiscales pour maintenir la

note d'investissement du pays, notamment des augmentations d'impôts, des gels des salaires et des pensions du secteur public, et des réductions des dépenses de l'État. La coalition au pouvoir, composée de quatre partis, a rencontré des difficultés à parvenir à un consensus sur les réductions budgétaires, ce qui a entraîné un report du plan budgétaire 2026 à janvier. Les défis économiques se sont intensifiés suite à une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée en août, qui a affaibli la demande des consommateurs et poussé les taux d'inflation près des deux chiffres.

Source : investing.com

La BNR maintient son taux directeur à 6,50 % lors de sa première réunion de politique monétaire de 2026 : Lors de sa réunion du 19 janvier 2026, le Conseil d'administration de la Banque nationale de Roumanie a décidé de maintenir le taux directeur à 6,50 % par an et de laisser inchangés le taux de la facilité de prêt (Lombard) à 7,50 % par an et le taux de la facilité de dépôt à 5,50 % par an. Parallèlement, la BNR a maintenu les niveaux actuels des ratios de réserves obligatoires sur les engagements libellés en lei et en devises étrangères des établissements de crédit.

Au cours des trois derniers mois de 2025, le taux d'inflation annuel a légèrement diminué, passant de 9,88 % en septembre à 9,69 % en décembre, les baisses importantes des prix des carburants et des VFE ayant été largement compensées par une augmentation du taux d'inflation sous-jacent annuel.

La croissance annuelle du PIB s'est accélérée à 1,7 % au troisième trimestre, contre 0,3 % au deuxième trimestre, principalement grâce à la formation brute de capital fixe, qui s'est redressée après une légère baisse au trimestre précédent. La consommation privée a également progressé à un rythme annuel plus soutenu, tandis que les exportations nettes ont contribué positivement à cette croissance, celle-ci ayant été plus rapide que la baisse des importations.

Source : romaniajournal.ro



La Roumanie anticipe une hausse de ses besoins de financement en 2026 mais prévoit de maîtriser le coût de sa dette : Les besoins bruts de financement de la Roumanie pour 2026 devraient atteindre entre 275 et 285 milliards de lei (63 à 65 milliards de dollars), mais le pays entend gérer le coût de sa dette publique grâce à une série de mesures, a déclaré mardi Stefan Nanu, directeur de l'agence de la dette.

Le déficit budgétaire de l'année prochaine devrait reculer pour s'établir autour de 6 % à 6,5 % du produit intérieur brut, une amélioration par rapport à l'objectif de 8,4 % fixé pour cette année et au-delà de 9 % en 2024. Cependant, le montant de la dette à refinancer s'élèvera à un peu plus de 150 milliards de lei l'an prochain, contre une estimation de 99 milliards cette année, a précisé Nanu.

L'État membre de l'Union européenne, qui vise à réduire le déficit budgétaire le plus élevé du bloc après d'importantes dépenses électorales, prévoit de diminuer l'émission brute d'Eurobonds, d'anticiper partiellement les besoins de financement du début 2026 et d'utiliser des instruments de gestion de la dette pour contrôler les coûts de la dette publique.

« Nous sommes attentifs au risque de refinancement en 2026, causé par des conditions de marché difficiles au début de cette année, lorsque nous avons dû émettre de nombreuses maturités à court terme », a expliqué Nanu lors d'un entretien téléphonique accordé à Reuters.

« Ainsi, ce préfinancement partiel ainsi que la gestion du passif que nous avons opérée cette année via des échanges domestiques et des appels d'offres sur les Eurobonds garantiront que l'émission brute de l'an prochain se rapproche de celle de cette année. »

L'agence de la dette a relevé son objectif de financement pour cette année de 10 milliards de lei, à 269 milliards de lei, afin de préfinancer les besoins anticipés pour début 2026. Elle a également procédé à un échange d'Eurobonds arrivant à échéance en octobre, réduisant ainsi les remboursements de dette extérieure prévus l'an prochain à 3,5 milliards d'euros, contre 4,25 milliards d'euros initialement.

La Roumanie prévoit d'utiliser diverses sources de financement non issues du marché l'an prochain afin de réduire significativement l'émission brute d'Eurobonds à 10 milliards d'euros. À titre de comparaison, elle a émis environ 16 milliards d'euros d'Eurobonds cette année, figurant parmi les plus grands émetteurs de dette des marchés émergents dans le monde.

Le financement non issu du marché comprend l'obtention de 6 milliards d'euros de fonds européens pour la relance et la résilience, ainsi que le recours au nouveau mécanisme de financement de la défense SAFE.

La Roumanie prévoit également de lever 1,5 milliard d'euros auprès d'organismes internationaux tels que la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, ainsi que 3 milliards d'euros principalement sous forme de placements privés, « certains montages étant déjà en discussions avancées », a précisé Nanu.

Le large gouvernement de coalition a relevé certains impôts et commencé à réduire les dépenses publiques, mais d'autres mesures restant à adopter, le plan budgétaire pour 2026 pourrait être retardé.

« Plusieurs placements privés prévus en janvier et la première émission d'Eurobond de 2026 dépendront de l'adoption du budget de l'an prochain, qui pourrait être retardée jusqu'en janvier », a indiqué Nanu.

Source : zonebourse.com



L'inflation, en légère baisse : Le taux d'inflation en Roumanie a enregistré une légère baisse fin 2025, après avoir franchi le seuil psychologique des 10 %. Selon les données publiées par l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation annuel, en décembre 2025, était de 9,7 %. Si l'on compte l'ensemble de l'année dernière, le taux d'inflation s'élevait à 7,32 %, contre les 5,6 % en 2024.

Ce sont les tarifs des services qui ont enregistré la hausse la plus forte. Ils étaient suivis par les prix des biens non alimentaires et des produits alimentaires. Conformément aux chiffres de l'INS, les hausses de prix les plus significatives ont été enregistrées par l'électricité (soit près de 61 %), le transport ferroviaire et le café (les deux avec une progression d'environ 24 %), ainsi que par le chauffage et le transport aérien (soit plus de 18 % chacun). L'inflation a enregistré une légère baisse en décembre par rapport à novembre, lorsque le pays affichait le taux d'inflation le plus élevé de l'Union européenne, révèlent encore les données de l'INS.

Et d'ailleurs, les analystes le confirment : l'inflation commence à baisser lentement. Ils ajoutent néanmoins que le

risque de nouvelles hausses d'impôts cette année demeure élevé, compte tenu des efforts déployés par l'Exécutif de Bucarest pour réduire le déficit budgétaire du pays.



Adrian Codirlaşu, analyste financier et président de la CFA Roumanie (l'organisation des professionnels de l'investissement en Roumanie), a déclaré pour Radio Roumanie : « Nous constatons en décembre dernier la première baisse significative du taux d'inflation. Il s'agit d'une baisse très faible, mais plus substantielle par rapport aux mois précédents. Nous assistons au début de ce processus de désinflation, qui sera lent. Autrement dit, il ne faut pas s'attendre à une baisse rapide et importante de l'inflation, mais à une baisse progressive, avec des résultats plus significatifs au cours du second semestre de cette année. Et en ce début d'année, nous avons déjà eu plusieurs majoration des impôts. Si l'augmentation des taxes sur les voitures, les appartements et les maisons n'a aucune conséquence sur l'inflation, car leur niveau n'est pas pris en compte pour calculer le taux d'inflation, le pouvoir d'achat baisse au fur et à mesure de la flambée des prix de ces biens. Au contraire, les accises sur les carburants, augmentées dès le 1er janvier, influenceront l'inflation en janvier. La politique budgétaire demeure donc le principal risque. Chez CFA Romania, nous nous attendons à un taux d'inflation qui atteindra une valeur comprise entre les 6 % et les 7 % d'ici la fin de l'année si les taxes n'augmentent pas significativement. »

Selon les dernières prévisions de la Banque nationale de Roumanie, le taux annuel d'inflation devrait enregistrer une baisse significative à partir d'août prochain, une fois terminés les effets de la hausse de la TVA. Les représentants de la Banque Centrale s'attendent à ce que le taux d'inflation frôle les 3,7 % en fin d'année. En fait, ce n'est pas avant le premier trimestre de 2027 que ce taux puisse s'encadrer dans la cible envisagée par la Banque nationale de Roumanie, soit de 1,5 à 3,5 %.

Source : rri.ro

Le bénéfice net de Fondul Proprietatea en Roumanie augmente en 2025 : Le fonds d'investissement roumain Fondul Proprietatea a annoncé que son bénéfice net avait bondi à 447,9 millions de lei (102,2 millions de dollars/88 millions d'euros) en 2025, contre 251,5 millions de lei en 2024.

Le gain net de Fondul Proprietatea provenant d'investissements en actions à la juste valeur par le biais du profit ou de la perte s'est élevé à 308,3 millions de lei en 2025, en forte hausse par rapport aux 109,3 millions de lei, a-t-elle déclaré dans un rapport financier préliminaire non audité déposé auprès de la Bourse de Bucarest.

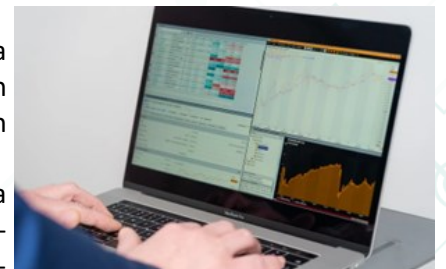
Le gain net provenant des investissements en actions au cours de l'année 2025 a été principalement généré par la valorisation des participations dans CN Aeropurturi Bucuresti (gain de 332,6 millions de lei) et dans Administratia Canalelor Navigabile (gain de 6,6 millions de lei), compensée par la diminution de la juste valeur de Societatea Nationala a Sarii Salrom (37,6 millions de lei) et de Complexul Energetic Oltenia (perte de 6 millions de lei).

Les revenus bruts de dividendes se sont élevés à 155,6 millions de lei l'an dernier, contre 145,8 millions de lei en 2024. La Compagnie nationale des aéroports de Bucarest (CNAB) et le producteur de sel Salrom, détenu majoritairement par l'État, ont contribué respectivement à hauteur de 103 millions de lei et 52 millions de lei au chiffre de 2025.

La valeur liquidative du fonds (VL) a augmenté d'environ 11,8 % en 2025, atteignant 2,092 milliards de lei.

Le 16 janvier à 16h16 CET, à la Bourse de Bucarest, les actions de Fondul Proprietatea s'échangeaient en hausse de 7,52 % à 0,658 lei.

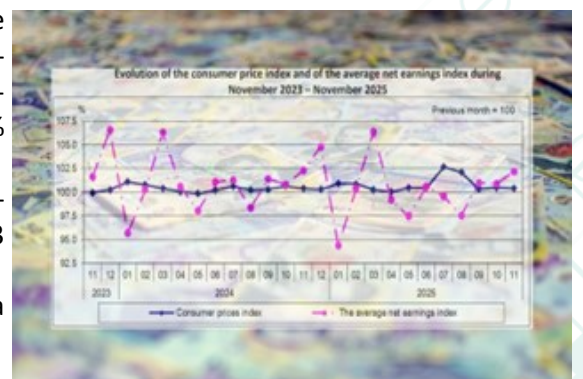
Source : seenews.com



En Roumanie, le salaire net moyen a baissé de 5,1 % en glissement annuel en novembre : Le salaire mensuel net moyen en Roumanie a chuté de 5,1 % en valeur réelle sur un an en novembre, après une baisse annuelle de 5 % en octobre, a annoncé l'office statistique. Selon un communiqué de l'office statistique, le salaire net réel a légèrement augmenté de 1,8 % en novembre par rapport à un mois précédent. En termes nominaux, le salaire mensuel net moyen a augmenté de 4,2 % sur l'année et de 2,2 % sur le mois en novembre, atteignant 5 615 lei (1 284 \$ / 1 103 euros).

En novembre, les employés du secteur informatique ont perçu le salaire net moyen le plus élevé, à 12 931 lei. Le salaire le plus bas, à 3 403 lei, a été versé dans le secteur de l'hébergement et de la restauration. En valeur brute, le salaire moyen a augmenté de 2,4 % d'un mois à l'autre pour atteindre 9 371 lei en novembre.

Source : seenews.com



Evénements

Salons professionnels en Roumanie



GREEN ENERGY EXPO & ROMENVIROTEC (3- 5.03.2026) : www.greenenergyexpo-romenvirotec.ro

Salon professionnel dédié aux énergies vertes, à la gestion des déchets et de l'eau, le pôle d'innovation pour l'économie circulaire et la numérisation

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA

CONSTRUCT - AMBIENT EXPO (19 - 22.03.2026) : www.construct-ambientexpo.ro

Salon international de technologies, équipements, outillages et matériaux pour constructions, aménagements intérieurs et extérieurs, décorations et piscines

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA



ROMTHERM (19 - 22.03.2026) : www.romtherm.ro

Salon international d'installations et équipements de chauffage, refroidissement et climatisation.

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA

EXPO FLOWERS & GARDEN (19 - 22.03.2026) : www.expoflowers.ro

Salon international de fleurs, aménagement paysager, horticulture et jardinage

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA



METAL SHOW & TIB (12 - 15.05.2026) : www.metalshow-tib.ro

Salon pour le traitement des métaux, les technologies et les équipements industriels

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA

PACK SHOW (12 - 15.05.2026)

Le seul salon de l'emballage en Roumanie revient en 2026 avec une vision totalement nouvelle de l'avenir de l'emballage et du commerce de détail



Partenaires



EASTRATEGIES
YOUR CONTACT IN EASTERN EUROPE

+



VECTEUR INTERIM
L'expert des métiers en tension

Recruter en France sans pénurie : Découvrez notre partenariat avec Vecteur Intérim pour une main-d'œuvre roumaine et asiatique qualifiée

Le défi des entreprises françaises en 2024

Saviez-vous que plus de 40 % des entreprises en France peinent à recruter des profils qualifiés dans des secteurs clés comme le BTP, l'agroalimentaire, la logistique ou l'hôtellerie ? (Source : Pôle Emploi, 2023). Entre la pénurie de main-d'œuvre locale et les délais interminables pour trouver les bons talents, beaucoup d'entreprises voient leur croissance freinée.

Et si la solution venait de l'Europe de l'Est ou de l'Asie ?

Chez Eastrategies nous avons noué un partenariat exclusif avec Vecteur Intérim pour vous permettre de recruter des travailleurs roumains, vietnamiens, philippins ou d'autres nationalités, légalement, rapidement et sans tracas administratifs.

Découvrez comment ce duo gagnant peut révolutionner votre recrutement !

 Eastrategies + Vecteur Intérim : Une collaboration sur mesure pour vos besoins

◆ Notre rôle chez Eastrategies : Le sourcing et la logique internationale

Nous sommes spécialisés dans le recrutement de talents étrangers pour les entreprises françaises. Notre mission ?

-  Identifier les meilleurs profils en Roumanie, au Vietnam, aux Philippines et dans d'autres pays partenaires.
-  Vérifier leurs compétences (expérience, formations, références) pour vous garantir des candidats opérationnels dès leur arrivée.
-  Gérer toutes les démarches administratives :
 - Obtention des visas et titres de séjour
 - Résolution des questions liées à la sécurité sociale et aux conventions bilatérales (ex : accord France-Roumanie)
 - Préparation des contrats de travail conformes au droit français**

✓ Vous offrir une flexibilité totale : besoin de 5 ouvriers pour 3 mois ? Ou de 20 saisonniers pour les vendanges ? Nous nous adaptons !

➡ Notre force ? Une expertise terrain en Europe de l'Est et en Asie, avec des réseaux locaux solides pour un recrutement rapide et fiable*

◆ Le rôle de Vecteur Intérim : La mise à disposition en France

Une fois les candidats sélectionnés, Vecteur Intérim prend le relais pour :

✓ Les intégrer en France via des contrats d'intérim, CDD ou CDI (selon vos besoins).

✓ Gérer la paie, les déclarations sociales et le suivi administratif.

➡ Leur atout ? Une expérience éprouvée dans la gestion de travailleurs détachés et étrangers, avec un taux de satisfaction client de 92 %.

👛 Quels secteurs et profils peuvent bénéficier de ce partenariat ?

Notre solution s'adresse aux entreprises des secteurs en tension, notamment :

Secteur	Profils recherchés	Pays cibles
BTP	Maçons, charpentiers, électriciens, plombiers	Roumanie, Pologne, Bulgarie
Agroalimentaire	Ouvriers de production, conducteurs de ligne	Vietnam, Philippines, Roumanie
Logistique	Caristes, préparateurs de commandes, chauffeurs	Roumanie, Pologne
Hôtellerie- Restauration	Serveurs, cuisiniers, femmes de chambre	Vietnam, Philippines, Roumanie
Agriculture	Saisonniers (vendanges, maraîchage)	Roumanie, Bulgarie, Maroc
Santé/Social	Aides-soignants, auxiliaires de vie *	Philippines, Tunisie

*⚠ Pour les métiers réglementés (santé, etc.), nous vérifions la reconnaissance des diplômes avant toute embauche.

⚖ Une solution 100 % légale et sécurisée

Nous savons que recruter à l'étranger peut faire peur : risque de travail illégal, complexité administrative, coûts cachés...

Avec Eastrategies et Vecteur Intérim, vous bénéficiez de :

- ✓ Des contrats conformes** au droit français et aux accords internationaux.
- ✓ Une protection contre le détachement illégal (respect des quotas et des durées maximales).
- ✓ Un accompagnement complet : de la sélection du candidat à son intégration en France.
- ✓ Une transparence totale sur les coûts (pas de mauvaises surprises !).

 Le saviez-vous ?

La Roumanie est le 1er pays d'origine des travailleurs détachés en France (Source : URSSAF, 2023), avec des procédures simplifiées grâce aux accords bilatéraux.

 Comment ça marche concrètement ?

Étape 1 : Vous nous exposez votre besoin

- Nombre de profils recherchés
- Métiers et compétences requises
- Durée des contrats (saisonnier, CDD, CDI)

Étape 2 : Nous trouvons les candidats idéaux

- Sourcing dans nos réseaux en Roumanie/Asie
- Présélection (CV, entretiens, vérification des diplômes)
- Proposition de 3 à 5 profils adaptés

Étape 3 : Nous gérons l'administratif

- Visas et titres de séjour
- Contrats de travail (détachement ou embauche directe)
- Logistique (billets d'avion, hébergement si besoin)

Étape 4 : Vecteur Intérim prend le relais en France

- Mise à disposition des travailleurs via intérim ou CDD/CDI
- Gestion de la paie et des déclarations sociales
- Suivi régulier pour garantir une intégration réussie

Étape 5 : Vous accueillez des talents motivés et opérationnels !

 Délai moyen : 4 à 6 semaines (selon le pays et le métier).

 Pourquoi choisir notre partenariat ?**Avantages**

Délai de recrutement

Coût

Légalité

Flexibilité

Qualification des candidats

Eastrategies + Vecteur Intérim

4 à 6 semaines

Maîtrisé (pas de frais cachés)

100 % conforme

Contrats adaptés à vos besoins

Vérifiée en amont

Recrutement classique

3 à 6 mois (voire plus)

Variable (agences, annonces)

Risque de non-conformité

Difficile en local

Aléatoire

Eastratégies, est une société d'accompagnement à l'international créée en Roumanie en 1992, en Bulgarie en 2000, Moldavie en 2008, France en 2016 et Serbie 2017.

Le plus ancien cabinet privé implanté en Roumanie, axé sur une démarche terrain, nous accompagnons les sociétés dans toutes les étapes de leurs démarches commerciales et industrielles, tant dans leurs projets de recherche de distributeur, de production, de recrutement, de sous-traitance, de sourcing (<http://www.sourcingenroumanie.com>), d'achat, d'implantation, de recherche financements européens tant dans des missions de Management de transition (<http://managementdetransition.ro>). 1200 missions en 30 ans.



**CONSEIL,
ACCOMPAGNEMENT,
DÉVELOPPEMENT
D'ENTREPRISES DANS 8
PAYS D'EUROPE
CENTRALE ET
ORIENTALE**

Notre priorité : proposer aux entrepreneurs voulant mettre le cap à l'Est et être présents sur ces marchés, des stratégies innovantes, performantes et adaptées pour valoriser leurs activités professionnelles. Nos conseils efficaces et nos solutions sur mesure permettent des implantations rapides et réussies.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- Agroalimentaire
- Bois / Papier / Carton / Imprimerie
- Matériaux de construction, Électronique / Électricité, Informatique / Télécoms
- Métallurgie / Travail du métal, Plastique / Caoutchouc, Textile / Habillement / Chaussure
- Machines et équipements / Automobile

Tél. : +33 2 99 69 54 43
Email : marc.huot@eastrategies.fr
Site web : www.eastrategies.fr

En chiffres

- Population : 19,328 millions d'habitants
- PIB en 2024 : 353 Md EUR
- PIB par habitant en 2024 : 13.130 EUR
- Croissance PIB en 2024 : +0,8%
- Flux d'IDE en 2024 : 5,6 Md EUR
- Salaire minimum brut garanti à partir du 1er janvier 2025 : 815 EUR (4,050 RON)
- Salaire moyen brut mensuel, en novembre 2025 : 1.842 EUR (9.371 RON)
- Taux d'inflation en 2024 : 5,1 %
- Taux de chômage en 2024 : 5,4 %
- Place de la France dans les échanges commerciaux en 2024 : 3ème client, 9ème fournisseur
- Stock IDE français en 2024: 12,9 milliards EUR, France – 3ème rang parmi les investisseurs étrangers
- Cours EUR/RON au 16.01.2026: 1 EUR = 5,0894 RON

